



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 425-DDPP-15
PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

Le préfet de la Loire

VU l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;
VU l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement ;
VU l'arrêté préfectoral du 7 août 2003 réglementant les activités exercées par la société GPV Navarre Diffusion sur le territoire de la commune de Roanne – 8 boulevard de Nancy ;
VU le courrier de l'exploitant du 5 février 2014 transmettant le dossier de cessation d'activité INGEOS n° D2063-13-001-IndA du 27 janvier 2014 ;
VU l'arrêté préfectoral n°15-87 du 2 mars 2015 portant délégation de signature à Madame Nathalie GUERSON Directrice Départementale de la Protection des Populations de la Loire ;
VU l'arrêté préfectoral n° 124/DDPP/15 du 24 mars 2015 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
VU le rapport et les propositions en date du 21 juillet 2015 de l'inspection des installations classées ;
VU l'avis en date du 7 septembre du CODERST ;
VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;
VU l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mener des investigations complémentaires et de mettre en œuvre une surveillance des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article R.512-31 du code de l'environnement, des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspecteur des installations classées, après avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques, afin de fixer des prescriptions additionnelles pour protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Objet

La société GPV France dont le siège social se situe ZI la Lombardière - 07 730 DAVEZIEUX est tenue de se conformer, pour son site du 8 boulevard de Nancy à Roanne, aux dispositions du présent arrêté en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 2 – Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site, conformément aux dispositions du présent article.

Article 2.1 – Forages

Sur la base d'une étude hydrogéologique du site, seront définis :

- le nombre de forages (deux, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont)
- leur lieu d'implantation
- leur profondeur

Article 2.2 – Réalisation des forages

Les forages sont réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Article 2.3 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

Article 2.4 – Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux.

- . pH
- . Conductivité
- . Niveau piézométrique
- . Hydrocarbures totaux

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols. Dans le cas où une ou plusieurs de ces substances s'avéreraient absentes, l'exploitant, après accord de l'inspection des installations classées, pourra se dispenser de réaliser les analyses correspondantes. Ces dernières seront effectuées selon les normes en vigueur.

Article 2.5 – Échéances de mise en œuvre

L'exploitant devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté.

- Conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : 3 mois
- Réalisation des premières analyses : 6 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

Article 2.6 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspection des installations classées.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté comprenant un bilan des résultats sur 4 ans qui sera soumis à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 – INVESTIGATIONS COMPLÉMENTAIRES

Les zones non investiguées et situées dans l'emprise du site visé par l'arrêté d'autorisation du 7 août 2003 doivent faire l'objet de mesures de concentrations dans les sols en HCT, HAP, COHV et BTEX afin de vérifier l'existence de zones sources.

Article 3.1 – Choix des prestataires

Pour la réalisation de ces investigations complémentaires, l'exploitant devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis à l'Inspection des Installations Classées pour information.

Article 3.2 – Echéancier

Le diagnostic concernant les investigations prévues à l'article 3 sera communiqué à l'inspection des installations classées sous 6 mois

ARTICLE 4 – FRAIS

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant ou de son représentant.

ARTICLE 5 - DÉLAIS DE RECOURS

En application de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois et commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

ARTICLE 6 - EXÉCUTION

Monsieur le sous-préfet de ROANNE, Monsieur le maire de ROANNE, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Étienne, le 30 septembre 2015

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour la Directrice Départementale
de la Protection des Populations
et par délégation

Copie adressée à :

- Société GPV FRANCE S.A.S.
- Z.I. La Lombardière
- BP 105
- 07430 DAVEZIEUX
- Monsieur le sous-préfet de de ROANNE
- Monsieur le maire de ROANNE
- Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UT Loire
- Inspection de l'environnement
- Archives
- Chrono